

**Conseil économique et social**

Distr. générale
4 décembre 2014
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité exécutif****Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Vingtième session**

Genève, 10-11 avril 2014

**Rapport du Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques sur les travaux
de sa vingtième session****I. Participation**

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa vingtième session à Genève, du 10 au 11 avril 2014.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Bélarus, Canada, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Kirghizistan, Mexique, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie et Ukraine.
3. Des représentants de l'Union européenne (UE) étaient également présents.
4. La Commission économique eurasiennne, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont participé à la réunion de même que les organisations non gouvernementales suivantes: Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA), GS1 et Organisation internationale de normalisation (ISO).
5. Le Président a ouvert la réunion. Le Directeur de la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire de la CEE a souhaité la bienvenue aux délégations et souligné que le CEFACT-ONU jouait un rôle essentiel à l'appui de l'intégration économique en élaborant des instruments de facilitation du commerce.

GE.14-23510 (F) 121214 151214



* 1 4 2 3 5 1 0 *

Merci de recycler



II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

6. Le Président a passé en revue le projet d'ordre du jour (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/1) et a proposé aux délégations de tenir un débat préliminaire concernant l'élection.

7. La Plénière a adopté l'ordre du jour modifié (**Décision 14-01**).

III. Questions découlant des travaux menés depuis la dix-neuvième session (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Directeur adjoint de la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire a présenté le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/3, intitulé «Matters arising since the nineteenth session» («Questions découlant des travaux menés depuis la dix-neuvième session»). Il a rappelé que le CEFACT-ONU faisait désormais directement rapport au Comité exécutif de la CEE, ce qui avait rehaussé sa stature politique. Ce changement avait aussi permis au Comité exécutif de suivre de plus près les travaux du CEFACT-ONU. Le Directeur adjoint a indiqué que le Comité exécutif avait prié le secrétariat d'établir une note et avait demandé au Président du CEFACT-ONU d'établir un rapport sur les questions abordées au Bureau du CEFACT-ONU. Il a fait savoir que l'idée de créer un «Groupe de contact» CEFACT-ONU au sein du Comité exécutif avait été examinée puis acceptée par le Comité exécutif. Ce groupe assurerait la liaison avec le Président du CEFACT-ONU sur des questions stratégiques.

9. Le Directeur adjoint a également présenté les grandes lignes de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce conclu à Bali en décembre 2013. Il a signalé que le secrétariat avait adopté une série de mesures pour faire en sorte que la CEE et le CEFACT-ONU soient bien placés pour soutenir activement sa mise en œuvre. Il s'agissait notamment:

- D'un communiqué de presse sur le soutien de la CEE à l'égard de l'accord, publié le 12 décembre 2013;
- De la réunion du Secrétaire exécutif de la CEE avec le Président du Comité préparatoire de l'Accord de facilitation des échanges de l'OMC, l'Ambassadeur Conejos, tenue en février 2014;
- De la réunion du Secrétaire exécutif de la CEE avec le Directeur général de l'OMC, M. Azevedo, tenue en avril 2014;
- De l'atelier concernant le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce établi par la CEE, organisé à l'OMC en février 2014;
- Des réunions avec les organisations visées à l'annexe D, tenues à la Banque mondiale et à l'OMC;
- D'un accord visant à organiser conjointement avec la CNUCED la réunion du Partenariat mondial pour la facilitation des transports et du commerce, qui se tiendrait à Genève le 30 juin 2014;
- Du renforcement de l'approche commune adoptée par les commissions régionales vis-à-vis de la facilitation du commerce.

10. Le Directeur adjoint a déclaré que l'Accord de facilitation des échanges offrait une grande chance de promouvoir plus avant les travaux du CEFACT-ONU et que le secrétariat s'attacherait dans les mois à venir à suivre toutes les activités susmentionnées.

11. Le Directeur adjoint a rendu compte, en particulier, du succès de deux projets en matière de renforcement des capacités, à savoir le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce et le Projet grec de facilitation des échanges. Tous deux ont démontré l'efficacité de la CEE et du CEFACT-ONU dans le domaine de la facilitation des échanges.

12. Le Directeur adjoint a indiqué à la Plénière qu'il serait malheureusement difficile de maintenir un tel niveau de succès, le secrétariat ne disposant pas des ressources humaines nécessaires pour mener à bien ses activités de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités. L'ensemble des activités précitées incombaient en effet à un seul membre du personnel suite à la décision prise par la CEE de transférer deux postes de la Section des solutions pour le commerce mondial à la Division des transports de la CEE en 2013. Ainsi, sans ressources extrabudgétaires pour répondre aux besoins en personnel, le secrétariat aurait des difficultés à répondre aux demandes des États membres et d'autres organisations internationales pour aider à la mise en œuvre de la facilitation des échanges et, en particulier, appuyer la mise en œuvre de l'Accord de facilitation des échanges de l'OMC. La CEE et le CEFACT-ONU manqueraient alors une grande occasion.

13. Au nom du Comité exécutif, le Représentant de la Mission permanente des Pays-Bas auprès des Nations Unies à Genève a confirmé à la Plénière la décision que le Comité exécutif avait prise à sa soixante-septième session d'établir un Groupe de contact. À sa première réunion, tenue le 27 mars, et à laquelle ont participé des représentants de 10 États membres et de l'UE, le Groupe de contact a défini ses fonctions et ses procédures: les délégations ont accepté (conformément à la conclusion rendue par le Président au titre du point 7 de l'ordre du jour de la soixante-septième session du Comité exécutif) que le Groupe de contact assure la liaison avec le Comité exécutif, qui fournit des conseils généraux au CEFACT-ONU, au Président du CEFACT-ONU, au Bureau et, éventuellement, à d'autres groupes du CEFACT-ONU, qui ont un rôle à jouer conformément au Règlement intérieur du CEFACT-ONU. Le Groupe de contact ferait rapport au Comité exécutif et transmettrait des messages au Président du Bureau du CEFACT-ONU, tout en respectant la structure de gouvernance du CEFACT-ONU. Le Groupe de contact était ouvert à toutes les délégations du Comité exécutif et inviterait, au cas par cas, le Président du CEFACT-ONU, les membres du secrétariat de la CEE et les délégations du CEFACT-ONU non représentées au Comité exécutif.

14. Le Groupe de contact a également débattu de la question des prochaines élections du Bureau du CEFACT-ONU et donné des conseils au Bureau sur les procédures d'élection.

15. La Plénière a pris note du rapport sur les questions soulevées et a demandé au secrétariat de rendre compte des questions qui seraient soulevées de nouveau à la vingt et unième session en 2015 (**Décision 14-02**).

IV. Aperçu des faits nouveaux par le Bureau (point 3 de l'ordre du jour)

16. Le Président et le Vice-Président ont informé les délégations des faits nouveaux survenus dans le cadre des volets du programme à élaborer et de l'appui au programme du Bureau; ils ont également donné une vue d'ensemble des projets en cours et des projets achevés depuis la dix-neuvième session.

17. Le Président a rendu compte des progrès en cours, parallèlement à la session de la Plénière, lors du vingt-troisième Forum du CEFACT-ONU tenu du 7 au 11 avril 2014 à Genève, qui avait rassemblé 150 experts de 40 pays du monde entier et auquel de nombreux chefs de délégation du CEFACT-ONU et membres du Comité exécutif de la CEE avaient également participé.

18. La Plénière a été informée du fait que d'après la planification actuelle, il était prévu que le vingt-quatrième Forum se tienne à New Delhi en octobre 2014 et le vingt-cinquième Forum à Genève en avril 2015. En outre, le secrétariat avait reçu une invitation à tenir le vingt-sixième Forum à Marseille (France), en septembre 2015.

19. Les délégations ont pris note de la transition du CEFACT-ONU vers une structure organisationnelle davantage axée sur les projets, le Bureau examinant les enseignements tirés et les possibilités d'amélioration.

V. Rapports des rapporteurs (point 4 de l'ordre du jour)

20. Le Rapporteur pour l'Afrique a présenté son rapport sur les activités menées depuis la dernière session (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/4), de même que le Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/5).

21. La Plénière a salué les rapporteurs qui n'avaient eu de cesse d'appuyer les activités de communication du CEFACT-ONU en promouvant ses travaux et produits dans les régions de l'Afrique et de l'Asie-Pacifique, et les a invités à renforcer encore les synergies et la coopération entre les régions.

22. La Plénière a pris note des rapports des rapporteurs pour l'Afrique et pour l'Asie et le Pacifique et les a invités à soumettre de nouveaux rapports à la vingt et unième session (**Décision 14-03**).

VI Recommandations et normes du CEFACT-ONU (point 5 de l'ordre du jour)

23. Le secrétariat de la CEE a présenté la Recommandation n° 14 révisée concernant l'authentification des documents commerciaux par des moyens autres que la signature (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/6) pour discussion et approbation par la Plénière. Compte tenu de l'évolution technologique survenue depuis la version initiale de cette recommandation (1979) et des changements dans l'utilisation du vocabulaire dans le domaine des procédures commerciales internationales, le secrétariat a proposé que le titre initial «Authentification de documents commerciaux par des moyens autres que la signature» soit remplacé par «Authentification des documents commerciaux».

24. La Plénière a approuvé la Recommandation n° 14 révisée concernant l'authentification des documents commerciaux et ses annexes (**Décision 14-04**).

25. Le secrétariat a également présenté un rapport de synthèse sur les recommandations et normes actualisées telles qu'indiquées dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/1; il a par ailleurs annoncé que, depuis la dernière session plénière, et conformément aux procédures convenues, il avait publié les versions D13.A, D13.B et D14.A des Règles des Nations Unies concernant l'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT/ONU), les versions 2013-1 et 2013-2 de la norme établie par le Code des Nations Unies pour les lieux utilisés par le commerce et les transports et les versions D.12B, D.13A et D.13B de la bibliothèque de composants communs (CCL) et des schémas du CEFACT-ONU.

26. La Plénière a pris note des recommandations et des normes révisées et actualisées présentées par le secrétariat (**Décision 14-05**).

VII. Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (point 6 de l'ordre du jour)

27. Le Président a informé les délégations présentes à la Plénière que le document de base «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.5), examiné pendant la dix-neuvième session plénière avait été approuvée par le Comité exécutif de la CEE à sa soixante-deuxième session.

28. La Plénière a pris note de la version révisée du document «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.5) (**Décision 14-06**).

29. La Plénière a convenu que le document «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» serait actualisé entre les sessions afin de renforcer et de préciser la procédure électorale du Bureau (**Décision 14-07**).

VIII. Défis à relever concernant la facilitation du commerce et le commerce électronique (point 7 de l'ordre du jour)

30. Les organisations internationales, gouvernementales et commerciales ont présenté une série d'exposés, sous l'égide du Bureau du CEFACT-ONU et du secrétariat de la CEE afin de fournir les points de vue de ces organisations et, en particulier, des autorités gouvernementales et du secteur privé quant aux faits nouveaux et aux nouvelles prescriptions, notamment celles qui découlaient de l'Accord sur la facilitation des échanges. Les exposés ont porté notamment sur les thèmes ci-après:

- L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (Organisation mondiale du commerce (OMC));
- La mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (Chef de délégation de l'Organisation mondiale des douanes (OMD));
- Les solutions pour la facilitation des échanges et le commerce électronique (Président du Groupe de gestion du Mémoire d'accord sur le commerce électronique);
- La coopération pour l'élaboration de normes relatives au commerce électronique – œuvrer ensemble pour notre communauté mondiale (Organization for the Advancement of Structured Information Standard (OASIS));
- Les nouvelles directives de l'UE sur les marchés publics et la facturation électronique (Swedish Association of Local Authorities and Regions).

31. Les exposés ont mis en lumière combien il importait que le CEFACT-ONU ait sa propre niche, qu'il assoie son rôle de fournisseur de sémantique technologiquement neutre, qu'il soit un forum ouvert pour l'harmonisation et la normalisation des processus réglementaires et qu'il se concentre sur les activités dans lesquelles il excellait. Les intervenants attendaient avec intérêts les recommandations de la CEE et du CEFACT-ONU sur la facilitation des échanges et le commerce électronique. Ils accordaient un rang de priorité élevé à la question de l'interopérabilité sémantique et recommandaient que l'évolution naturelle des normes, des syntaxes et des protocoles à utiliser à l'avenir dans le domaine du commerce électronique tienne compte des investissements significatifs que les utilisateurs avaient déjà faits.

32. Le représentant d'OASIS a déclaré que la collaboration avec le CEFACT-ONU offrait un avantage significatif à toutes ses parties prenantes et souligné l'intérêt des recommandations du CEFACT-ONU et des accords types pour les entreprises en ligne. Ces dernières ont déclaré que les administrations publiques du monde entier s'attendaient à ce que la facturation électronique progresse rapidement et souligné la nécessité de définir et d'aider à mettre en œuvre la véritable interopérabilité de données commerciales électroniques.

33. La représentante de la Swedish Association of Local Authorities and Regions a signalé que la nouvelle directive de l'UE relative à la facturation électronique indiquait clairement l'importance de la norme sémantique européenne pour l'élément de base d'une facture électronique. Les normes sémantiques devaient être fondées sur les initiatives actuelles et les normes internationales. La représentante a souligné que les avocats, les auditeurs et les utilisateurs finals devaient se familiariser avec le contenu sémantique. Le Parlement et le Comité des régions étaient tous deux très clairs quant à l'importance de l'utilisation des normes internationales même si le cadre juridique était européen. La représentante de la Swedish Association of Local Authorities and Regions a noté que ce point était aussi inclus dans la proposition de la Commission européenne. Le modèle sémantique de données serait mis en correspondance avec une courte liste de syntaxes. En ce qui concerne les normes internationales, la facturation industrielle croisée était expressément indiquée et serait prise en compte.

34. Formulant des observations sur la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges, le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a noté que l'ambition affichée était de parvenir au traitement sans papier et sans obstacle des marchandises aux frontières. Le CEFACT-ONU avait un rôle important et unique à jouer à l'appui de ce projet. L'OMD participait activement aux travaux du CEFACT-ONU et les volets du programme à élaborer relatifs aux transports, au commerce et à d'autres secteurs devaient adopter des projets qui permettent d'atteindre cet objectif. Le représentant a donné l'exemple des travaux de l'OMD concernant la CITES, qui attestait de la pleine coopération entre tous les organismes concernés.

35. Le secrétariat a souligné à nouveau que l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC présentait une chance unique pour le CEFACT-ONU et a insisté en particulier sur le degré de volonté politique découlant de l'Accord. À cet égard, il a appelé l'attention sur l'importance que revêtaient le fait que l'approche de la facilitation des échanges adoptée par le CEFACT-ONU soit fondée sur les transactions commerciales et la possibilité de s'inspirer de l'Accord pour aider les pays à mettre en œuvre des stratégies de facilitation du commerce plus larges aux fins du développement économique. C'était un objectif clef de l'ONU en matière de commerce.

36. Le représentant de l'Union européenne a salué sans réserve la bonne qualité des travaux du CEFACT-ONU s'agissant d'élaborer des normes concrètes et pratiques qui affectaient la vie de millions de personnes. L'UE était confiante au sujet de la nouvelle structure du CEFACT-ONU et de son rôle majeur à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC. L'UE encourageait le CEFACT-ONU à intensifier ses activités de communication et de renforcement des capacités.

37. La délégation des Pays-Bas a noté l'importance de la coopération entre les organisations normatives et a salué les travaux menés par le Groupe de gestion du Mémorandum d'accord pour éviter les chevauchements et les doublons.

38. Le Président a remercié les intervenants et noté que cette discussion avait soulevé plusieurs questions qui seraient examinées au titre du point 8 de l'ordre du jour.

IX. Orientations stratégiques (point 8 de l'ordre du jour)

39. Les délégations ont examiné le document établi par le Bureau sur un cadre stratégique intégré pour le CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/7).

40. Plusieurs délégations ont remercié le Bureau et le secrétariat de s'être attachés à recueillir et à compiler toutes les observations aux fins de l'élaboration du Cadre stratégique intégré pour le CEFACT-ONU.

41. La Délégation des Pays-Bas a informé la Plénière qu'elle avait établi un document (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/Misc.2), disponible en salle de réunion, dans lequel les Pays-Bas exposaient leurs vues sur la manière dont le CEFACT-ONU pouvait manifestement offrir une valeur ajoutée tout en restant lié à l'actualité.

42. La délégation australienne a exprimé son appui au document établi par la délégation néerlandaise et aux idées suggérées quant à la voie que devrait suivre le CEFACT-ONU à l'avenir.

43. Formulant des observations sur le document établi par la délégation néerlandaise, le Chef de la délégation autrichienne a souligné que la sémantique commerciale ne pouvait pas être exprimée sans syntaxe. La syntaxe utilisée pour la sémantique commerciale était différente de celle utilisée pour transférer des données commerciales entre deux organisations. Il a souligné qu'il importait de ne pas mélanger ces deux types de syntaxe lorsqu'on examinait les activités futures du CEFACT-ONU. Il a par ailleurs souligné l'importance qu'il y avait à reconnaître les différents besoins des différents domaines. Dans les domaines où il n'existait pas de normes relatives aux documents commerciaux bien établies (par exemple, des solutions syntaxiques de transfert telles que les schémas XML), la mise au point de schémas XML dans le cadre du CEFACT-ONU était nécessaire et il n'y avait pas de chevauchement des travaux. Dans d'autres domaines, il existait d'autres normes relatives aux documents commerciaux bien établies et il était recommandé de collaborer avec les autres organisations de normalisation concernées.

44. Le Chef par intérim de la délégation des États-Unis a remercié la délégation néerlandaise pour son document qui marquait le début des discussions sur la question. Il a souligné la valeur ajoutée que représentait la fourniture des solutions syntaxiques dans un «guichet unique». Il appuyait l'objectif tendant à coordonner les activités avec celles d'autres organisations, mais il a souligné l'incertitude à long terme liée à la délocalisation de la production de solutions syntaxiques.

45. Le représentant de l'OMD a mis en avant la question de la gouvernance des normes et combien il importait que la communauté des concepteurs de normes garantisse la mise en œuvre et la mise à jour de ces normes. Il convenait également de faire participer la communauté des utilisateurs à ce processus. La disponibilité d'un ensemble de normes de base gérées par le CEFACT-ONU était une raison fondamentale pour solliciter la participation de l'OMD à ses travaux. Un sérieux effort s'imposait pour appuyer la bonne mise en œuvre des normes concernées par la communauté des utilisateurs.

46. Le Chef de la délégation australienne a remercié le Bureau et le secrétariat pour les travaux accomplis dans le cadre des préparatifs de la Plénière du CEFACT-ONU et du Forum précédent. Il s'est dit heureux de constater que le CEFACT-ONU faisait des progrès dans les volets du programme à élaborer. La délégation a souligné que le CEFACT-ONU avait l'occasion d'optimiser son potentiel considérable afin de jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC.

47. La Plénière a reconnu que la Stratégie intégrée du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/7) exigeait de plus amples travaux et devait être une priorité pour le nouveau Bureau (**Décision 14-08**).

48. La Plénière considérait également qu'il était nécessaire d'approfondir le programme de travail pour 2015-2016. Le Président a indiqué que les questions soulevées figureraient dans le Programme de travail pour 2015-2016, qui serait établi dès que possible par le nouveau Bureau.

49. La Plénière a approuvé le Programme de travail du CEFACT-ONU pour 2014 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2014/8) et a décidé qu'il serait approfondi afin de refléter les nouvelles priorités pour 2015-2016 (**Décision 14-09**).

X. Élections (point 9 de l'ordre du jour)

50. Le Bureau a présenté deux options envisageables pour l'élection des vice-présidents:

- Un vote pour élire six vice-présidents parmi les 9 candidats, afin de se conformer à la structure existante, qui comporte cinq volets du programme à élaborer et le volet de l'appui au programme du Bureau (les directives relatives aux procédures concernant cette élection avaient été élaborées par le secrétariat en consultation avec le Conseiller juridique de l'ONU);
- L'acceptation par acclamation des neuf nominations (dans ce cas, aucun vote ne serait nécessaire).

51. Après un long débat sur la question, la Plénière a décidé de procéder à l'élection de six vice-présidents parmi les 9 candidats.

52. À l'issue d'un vote au scrutin secret avec les neuf candidats, la Plénière a élu les vice-présidents ci-après pour la période allant de 2014 à 2017: M. Harm Jan van Burg (Pays-Bas), M. Raffaele Fantetti (Italie), M. Anders Grangård (Suède), M^{me} Estelle Igwe (Nigéria), M. Tahseen Khan (Inde) et M. Lance Thompson (États-Unis d'Amérique) (**Décision 14-10**).

XI. Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

53. Le secrétariat a fourni un bref aperçu des travaux requis par la tenue à jour de la norme LOCODE/ONU. Il existait environ 80 000 codes de localisation uniques émanant de plus de 230 pays. La tenue à jour était une tâche considérable qui nécessitait d'employer une personne à temps plein. Compte tenu des faibles ressources dont il disposait, le secrétariat examinait le niveau d'utilisation et de demande de la norme LOCODE/ONU ainsi que les mécanismes de production existants. À ce jour, très peu de pays avaient désigné des centres de liaison pour la norme LOCODE/ONU.

54. Le secrétariat a fait savoir à la Plénière qu'il organiserait en 2015 une conférence consacrée à la norme LOCODE/ONU pour examiner les questions susmentionnées et inviterait tous les États membres et autres parties prenantes. Il a encouragé toutes les parties à nommer des points de contact LOCODE/ONU.

55. La délégation japonaise a informé la Plénière des procédures suivies par le coordonnateur japonais pour la norme LOCODE/ONU et a souligné l'importance et l'utilité d'avoir un centre de liaison pour chaque pays afin de maintenir la qualité de la norme LOCODE/ONU.

56. Les délégations néerlandaise et suédoise, ainsi que la FIATA estimaient que la norme LOCODE/ONU était un outil très important qui facilitait l'ensemble du processus de simplification des documents, de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique. Elles ont également indiqué leur volonté de contribuer à la tenue à jour de la norme en leur

qualité de membre, s'il était possible de mettre en place un mécanisme adapté et de mobiliser les ressources nécessaires.

XII. Adoption des décisions et du projet de rapport de la vingtième session (point 11 de l'ordre du jour)

57. La Plénière a adopté les décisions prises pendant la vingtième session (**Décision 14-11**).

58. La Plénière a prié le secrétariat d'établir au plus vite le rapport de la vingtième session dans les trois langues officielles (**Décision 14-12**).
